

#### DEPARTEMENT D'INDRE ET LOIRE



# COMMUNE DE SAVIGNÉ-SUR-LATHAN

### **ARRÊTÉ N° 2024-76**

Objet : Réparation d'une conduite télécom sur trottoir/chaussée pour orange 34 avenue des Tourelles / avenue de l'Anjou

#### LE MAIRE DE SAVIGNÉ-SUR-LATHAN,

Vu la Loi de décentralisation N° 82-213 du 02 Mars 1982 sur les droits et libertés des communes,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, Art. L.2212.2, L.2213-1 relatifs aux pouvoirs de police du Maire en matière de circulation et de stationnement,

Vu les décrets N°85-807 du 30 juillet 1985, N°86-475 du 14 Mars 1986 et N°86-476 du 16 Mars 1986 précisant les pouvoirs de police du Maire, du Président du Conseil Départemental et du préfet en matière de circulation routière,

VU l'arrêté interministériel sur la signalisation routière, (8ème partie, signalisation temporaire) approuvé par l'arrêté interministériel du 06 novembre 1992, modifié et complété,

Vu le Code Pénal, Article R.610.5,

Vu la demande de BOITIER Emeline de l'Entreprise CIRCET et ses partenaires dont le siège social est Chez Sogelink -TSA 70011 69134 DARDILLY Cedex qui sollicite l'autorisation de modifier la circulation et le stationnement pour la réparation d'une conduite télécom sur trottoir / chaussée pour orange—au 34 avenue des Tourelles et avenue de l'Anjou à Savigné-sur-Lathan (INDRE-ET-LOIRE) à compter du 02 décembre 2024 pour une durée de 20 jours calendaires pour CIRCET et les sous-traitant,

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux, assurer la sécurité des personnes, de la circulation et prévenir les accidents, il y a lieu de réglementer la circulation pendant toute la durée des travaux.

## ARRÊTE

<u>Article 1</u>: l'Entreprise CIRCET et ses partenaires dont le siège social est Chez Sogelink -TSA 70011 69134 DARDILLY Cedex qui sollicite l'autorisation de modifier la circulation et le stationnement pour la réparation d'une conduite télécom sur trottoir / chaussée pour orange— au 34 avenue des Tourelles et avenue de l'Anjou à Savigné-sur-Lathan (INDRE-ET-LOIRE) à compter du 02 décembre 2024 pour une durée de 20 jours calendaires

<u>Article 2</u>: Les travaux débuteront le 02 décembre 2024 pour une durée de 20 jours calendaires, soit jusqu'au 21 décembre 2024 inclus.

Pour tout dépassement en dehors de la date et des horaires prescrits, le bénéficiaire devra déposer une nouvelle demande.

<u>Article 3</u>: Pendant toute la durée des travaux des restrictions de circulation et de stationnement seront :

- → Circulation sens des points de repères décroissants
- → Circulation alternée manuellement
- → Vitesse limitée à 30KM
- Interdiction de stationner et de dépasser pour les véhicules légers et le poids lourds

Les infractions au présent arrêté seront constatées et sanctionnées conformément aux lois et règlements en vigueur.

<u>Article 4</u>: Le permissionnaire aura la charge de la signalisation de son chantier dans les conditions prévues par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière temporaire. Il sera en outre responsable de tous les dommages et accidents pouvant résulter des travaux.

<u>Article 5</u>: Aussitôt après l'achèvement des travaux, le permissionnaire sera tenu d'enlever tous les décombres, terres, dépôts de matériaux et de réparer immédiatement tous les dommages qu'il aura pu causer à la voie publique.

<u>Article 6 :</u> La présente autorisation est précaire et révocable. Elle pourra faire l'objet d'une mesure de retrait en cas d'urgence pour préserver l'intérêt du domaine public ou en vue de la réalisation de travaux publics, sans qu'aucun droit à indemnité ne soit reconnu au profit du bénéficiaire de la présente autorisation.

<u>Article 7</u>: Conformément à l'Article R.102 du Code des Tribunaux Administratifs, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de ORLEANS dans un délai de deux mois à compter de sa notification, de sa transmission au contrôle de légalité et de sa publication.

Monsieur le Maire, M. Le commandant de Gendarmerie de Savigné-sur-Lathan, le bénéficiaire sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Le 14 novembre 2024

L'adjointe au Maire Cécile GENNETEAU